

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	7
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	7
2.4 LOIS APPLICABLES	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	9
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	9
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	12
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	12
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	13
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	14
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	15
PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	16
A. OFFRE À COMMANDES.....	16
6.1 OFFRE.....	16
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	16
6.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	16
6.5 RESPONSABLES.....	17
6.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	18
6.7 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES	18
6.8 INSTRUMENT DE COMMANDE	18
6.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	19
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	19
6.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	19
6.12 LOIS APPLICABLES	19
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	19
7.1 BESOIN.....	20
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	20
7.3 DURÉE DU CONTRAT.....	21
7.4 PAIEMENT	22
7.5 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	22
7.7 ASSURANCES.....	22
7.8 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CUA</i>	22
ANNEXE « A »	23

N° de l'invitation - Sollicitation No.
M7594-187226
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-187226

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv954. M7594-187226

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv954
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ÉNONCÉ DES BESOINS	23
ANNEXE « B »	29
BASE DE PAIEMENT	29
ANNEXE « C »	30
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	30
ANNEXE « D »	31
ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS	31
ANNEXE « E ».....	32
INSTRUMENT DE COMMANDE	32
APPENDICE 1	33
CRITÈRES D'ÉVALUATION.....	33

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

1.2 Sommaire

1.2.1 La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a besoin d'une offre à commandes pour la fourniture d'appareil de dépistage de l'alcool approuvé, tel que décrit à l'annexe «A», Spécifications obligatoires, à utiliser dans le détachement de la GRC partout au Canada.

L'offre à commandes sera pour une période de trois (3) années civiles à compter de la date d'émission avec trois (3) périodes facultatives d'un an.

1.2.2 Ce besoin est assujéti aux dispositions de de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

Le besoin est soumis à une préférence pour les produits et / ou services canadiens. Voir la PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION, 4.1 Procédures d'évaluation (c).

1.2.3 « La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode. »

N° de l'invitation - Solicitation No.

M7594-187226

N° de réf. du client - Client Ref. No.

M7594-187226

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

pv954. M7594-187226

Id de l'acheteur - Buyer ID

pv954

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2018-05-22) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Les instructions uniformisées 2006 sont modifiées comme suit :

- L'article 05, Présentation des offres, est modifié comme suit :
 - Le paragraphe 1 est entièrement supprimé et remplacé par le suivant : « Le Canada exige que chaque offre, à la date et à l'heure de clôture de la DOC ou sur demande du responsable de l'offre à commandes, soit signée par l'offrant ou par son représentant autorisé. Si une offre est déposée par une coentreprise, elle doit être conforme à l'article 17. »
 - L'alinéa 2d. est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit : « de faire parvenir son offre uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada indiqué dans la DOC, ou à l'adresse indiquée dans la DOC, selon de cas; »
 - L'alinéa 2e. est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit : « de veiller à ce que le nom de l'offrant, l'adresse de l'expéditeur, le numéro de la DOC ainsi que la date et l'heure de clôture de la DOC soient clairement indiqués; et »
- L'article 06, Offres déposées en retard, le texte est entièrement supprimé et remplacé par le texte suivant : « TPSGC renverra ou supprimera les offres livrées après la date et l'heure de clôture stipulées dans la DOC, à moins que ces offres ne soient considérées comme des offres retardées selon les circonstances énoncées à l'article 07. Les offres physiques, déposées en retard, transmises par un moyen autre que le service Connexion postal de la Société canadienne des postes seront renvoyées. Les offres transmises électroniquement, en retard, seront supprimées. Par exemple, les conversations entamées par le Module de réception des soumissions à l'aide du service Connexion postal de la Société canadienne des postes relatifs à une offre déposée en retard seront supprimées. Des registres seront conservés pour documenter l'historique des transactions des offres déposés en retard à l'aide du service Connexion postal. »
- L'article 07, Offres retardées, est modifié comme suit :
 - Le paragraphe 1 est supprimé et remplacé par le suivant :
 1. Une offre livrée au Module de réception des soumissions désigné après la date et l'heure de clôture de la DOC, mais avant l'émission de l'offre à commandes, peut être prise en considération, à condition que l'offrant puisse prouver que le retard est dû uniquement à un délai de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. On ne considère pas que les compagnies privées de courriers (Purolator Inc., Fedex Inc., etc.) fassent partie de la SCP pour l'application de cet article sur les offres retardées.
 - a. Les seules preuves acceptées par TPSGC pour justifier un retard dû au service de la SCP sont les suivantes :

- i. un timbre à date d'oblitération de la SCP;
- ii. un connaissance de Messageries prioritaires de la SCP;
- iii. une étiquette Xpresspost de la SCP;

qui indique clairement que l'offre a été envoyée avant la date de clôture.

- b. La seule preuve d'un retard du service Connexion postal généré par le système de la Société canadienne des postes (SCP) qui sera accepté par TPSGC est un dossier du service Connexion postal de la SCP avec la date et l'heure dans une conversation Connexion postal, qui démontre clairement que l'offre a été envoyée avant la date et l'heure de clôture de la DOC.
- L'article 08, Transmission par télécopieur, est entièrement supprimé et remplacé par l'article suivant :
 - « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal
 - 1. Télécopieur
 - a. Sauf indication contraire dans la DOC, les offres peuvent être transmises par télécopieur.
 - i. TPSGC Région de la capitale nationale : Le seul numéro de télécopieur valide pour la réception des réponses aux DOC émises par l'administration centrale de TPSGC est le 819-997-9776 ou, le cas échéant, le numéro de télécopieur indiqué dans la DOC.
 - ii. TPSGC Bureaux régionaux : Le numéro de télécopieur à utiliser pour répondre aux DOC émises par les bureaux régionaux de TPSGC est indiqué dans les DOC.
 - b. Pour les offres transmises par télécopieur, le Canada ne sera responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, il n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. réception d'une offre brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou condition du télécopieur utilisé pour la réception;
 - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de l'offre;
 - v. défaut de la part de l'offrant de bien identifier l'offre;
 - vi. illisibilité de l'offre;
 - vii. sécurité des données incluses dans l'offre.
 - c. Une offre transmise par télécopieur constitue l'offre officielle de l'offrant et doit être conforme à l'article 05.
 - 2. Connexion postal
 - a. Sauf indication contraire dans la DOC, les offres peuvent être transmises à l'aide du service Connexion postal fourni par la Société canadienne des postes (https://www.canadapost.ca/web/fr/products/details.page?article=epost_connect_send_a) :
 - i. TPSGC Région de la capitale nationale : L'unique adresse courriel au moyen du service Connexion postal pour transmettre les offres en réponse à la DOC est : TPSGC.DGAreceptiondessoumissions-ABBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca, ou le ou le cas échéant, l'adresse courriel indiqué dans la DOC.
 - ii. TPSGC Bureaux régionaux : L'unique adresse courriel au moyen du service Connexion postal pour transmettre les offres pour répondre aux DOCs émises par les bureaux régionaux de TPSGC est indiquée dans la DOC.
 - b. Pour transmettre une offre à l'aide du service Connexion postal, l'offrant doit :
 - i. envoyer directement son offre uniquement au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal en vigueur entre son entreprise et la Société canadienne des postes; ou

-
- ii. envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la DOC (pour permettre la certitude d'une réponse), un courriel qui contient le numéro de la DOC au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postel. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postel reçues après cette date pourraient rester sans réponse.
 - c. Si l'offrant envoie un courriel demandant le service Connexion postel au Module de réception des soumissions spécifié dans la DOC, un agent du Module de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postel. La conversation du service Connexion postel créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant l'offrant à accéder au message dans la conversation, et l'offrant devra prendre les actions nécessaires pour répondre. L'offrant pourra transmettre son offre en réponse à la notification à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la DOC.
 - d. Si l'offrant utilise sa licence d'entreprise en vigueur pour envoyer son offre, il doit maintenir la conversation Connexion postel ouverte jusqu'à au moins trente jours ouvrables suivant la date et l'heure de clôture de la DOC.
 - e. Le numéro de la DOC devrait être indiqué au champ réservé à la description dans toutes les transmissions électroniques.
 - f. Il est important de savoir qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postel. Si l'offrant n'en a pas, il peut utiliser l'adresse du Module de réception des soumissions indiquée dans la DOC pour s'inscrire au service Connexion postel.
 - g. Dans le cas des transmissions par le service Connexion postel, le Canada ne pourra pas être tenu responsable de tout retard ou panne touchant la transmission ou la réception des offres. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. réception d'une offre brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou condition du service Connexion postel;
 - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de l'offre;
 - v. défaut de la part de l'offrant de bien identifier l'offre;
 - vi. illisibilité de l'offre;
 - vii. sécurité des données incluses dans l'offre; ou
 - viii. incapacité de créer une conversation électronique par le service Connexion postel.
 - h. Une offre transmise par le service Connexion postel constitue l'offre officielle de l'offrant et doit être conforme à l'article 05. »

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

- Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2006 incorporées par référence. Les offrants doivent soumettre leur offre dans une transmission unique. Le service Connexion postal a la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission, jusqu'à un maximum de 1 Go par document.
- Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique

Section II : Offre financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

- Si l'offrant choisit de transmettre son offre sur papier, le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique 2 exemplaires papier et 1 copie électronique sur tel que CD, DVD ou clé USB

Section II : Offre financière 1 exemplaire papier

Section III : Attestations 1 exemplaire papier

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Si l'offrant fournit simultanément plusieurs copies de son offre à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Dans leur offre technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

L'offre technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels l'offre sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande d'offres. Afin de faciliter l'évaluation de l'offre, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur offre en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

L'offre technique comporte les éléments suivants :

- a) **Documentation technique** : Dépliants techniques ou des données techniques pour démontrer la conformité à l'exigence décrite dans l'Annexe «A» doivent être fourni avec l'offre.

Section II: Soumission financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière conformément à l'annexe B, Base de paiement.

3.2 Soumission financière

- a) **l'établissement des prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à la base de paiement, y compris l'Annexe «B » – Tableaux d'établissement des prix.
- b) **Coûts à inclure** : La soumission financière doit inclure tous les coûts pour le besoin décrit dans la demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris les années d'option. L'identification de tout l'équipement nécessaire (les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants requis pour satisfaire aux exigences la demande de soumissions) et les coûts connexes de ces articles sont la responsabilité du soumissionnaire.
- c) **Les prix non fournis** : On demande aux soumissionnaires d'inscrire « 0,00 \$ » pour les items pour lequel ils n'ont pas l'intention de charger ou pour les items qui sont déjà inclus dans d'autres prix énoncés dans les tableaux. Si le soumissionnaire n'inscrit aucun prix, Canada traitera ces prix comme « 0,00 \$ » pour fins de l'évaluation et pourra demander que le soumissionnaire confirme que le prix est, en fait, 0,00 \$. Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou modifier un prix dans le cadre de cette confirmation. Tout

soumissionnaire qui ne confirme pas que le prix non fourni d'un article est \$ 0.00 sera déclarée non recevable.

3.3 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.4 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux offres ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les offres accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les offres reçues seront évaluées. Si des offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux offres recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des offres accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres offres reçues seront évaluées.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Voir Appendice 1, Critères obligatoires

4.1.1.2 Critères techniques cotés

Voir Appendice 2, Critères techniques cotés

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Clause du Guide des CCUA M0220T (2016-01-28), Évaluation du prix

4.1.3 Quantité estimée

La quantité estimée de biens précisée à l'annexe B, Base de paiement, sert uniquement à des fins d'évaluation et ne représente en aucun cas des engagements du Canada.

4.2 Méthode de sélection

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences « a » et « b » seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 40 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 60 % sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 40%.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 60 %.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

[Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60%) et du prix (40%)

		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 60 = 51.11$	$89/135 \times 60 = 39.56$	$92/135 \times 60 = 40.89$
	Note pour le prix	$45/55 \times 40 = 32.73$	$45/50 \times 40 = 36.00$	$45/45 \times 40 = 40.00$
Note combinée		83,84	75,56	80,89
Évaluation globale		1 ^{er}	3 ^e	2 ^e

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec l'offre

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offres à commandes, les offrants reconnaissent que seulement les offres accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

L'offrant atteste que :

() le ou les produits offerts sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause A3050T.

5.1.2.2

Clause du *Guide des CCUA A3050T* (2014-11-27), Définition du contenu canadien

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

6.1 Offre

6.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

6.2 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée D. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

6.4 Durée de l'offre à commandes

6.4.1 Période de l'offre à commandes

La période pour passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est de la date d'émission au 31 août 2021.

6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre de trois (3) périodes supplémentaire d'un an, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

6.4.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

L'offre à commandes (OC) vise à établir la livraison du besoin décrit dans le cadre de l'OC aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les produits à livrer dans ces zones devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des offres à commandes subséquentes.

6.4.4 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés dans l'offre à commandes.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Emmanuelle Rodriguez

Titre : Spécialiste en Approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Direction des produits commerciaux et de consommation

Adresse : 11 rue Laurier, 6A2, Phase III

Place du Portage, Gatineau, Québec, K1A 0S5

Téléphone : 819-420-4595

Télécopieur : 819- 956-3814

Courriel : emmanuelle.rodriguez@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6.5.2 Chargé de projet

N° de l'invitation - Sollicitation No.
M7594-187226
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-187226

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv954. M7594-187226

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv954
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6.5.3 Représentant de l'offrant (à remplir par le soumissionnaire)

Nom et numéro de téléphone (avec poste s'il y a lieu) de la personne responsable de ce qui suit :

Renseignements généraux

Nom : _____

No de téléphone : _____ poste: _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

No de téléphone : _____ poste: _____

Courriel : _____

6.6 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : La Gendarmerie royale du Canada.

6.7 Procédures pour les commandes

- 6.7.1** Les commandes subséquentes autorisées dans le cadre de cette offre à commandes devront être passées à l'aide du formulaire 942 dûment remplis et acheminés par télécopieur, par courrier électronique ou par toute autre méthode jugée acceptable aussi bien par l'utilisateur désigné que par l'offrant.
- 6.7.2** On ne pourra pas facturer, dans le cadre de cette offre à commandes, les frais engagés avant la réception d'une commande subséquente signée ou un document similaire.
- 6.7.3** Si l'utilisateur désigné indique un prix erroné pour un article par erreur ou omission, il incombe à l'offrant de signaler l'erreur à l'utilisateur désigné avant la livraison.
- 6.7.4** Toute modification de la commande subséquente originale doivent être soutenu par l'émission du formulaire ultérieur conformément aux modalités et conditions de l'offre à commandes en vigueur au moment de la commande subséquente.
- 6.7.5** Les clients peuvent commander des biens par téléphone, télécopieur ou courriel uniquement pour les besoins urgents, mais ils doivent produire une commande ou un document similaire au plus tard le prochain jour ouvrable, pour confirmer la commande de biens. Ces commandes, une fois passées, sont en fait une forme d'acceptation de l'offre et constituent par elles-mêmes un contrat pour les biens tels qu'ils sont décrits dans le document de commande.

6.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes

6.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 400,000.00\$ (taxes applicables incluses).

Les exigences individuelles qui dépassent ces montants doivent être soumises à SPAC avec le financement nécessaire avec une réquisition (9200) pour traitement.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2005](#) (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) l'Annexe « A », Besoin;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'offre de l'offrant en date du (*insérer la date de l'offre*).

6.11 Attestations et renseignements supplémentaires

6.11.2 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

6.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Besoin

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16 - Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) n'appliquent pas au paiement par carte de crédit.

L'article 32 - Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances est ajouté à 2010A (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) comme suit :

- 1) L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
- 2) Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
- 3) L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que
 - (a) le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - (b) le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
 - (c) l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - (d) l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette

exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.

- 4) Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :

(a) prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou

(b) modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou

(c) reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en oeuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

4001 (2015-04-01)	Achat, location et maintenance de matériel
4003 (2010-08-16)	Logiciel sous licence, et
4004 (2013-04-25)	Services de maintenance et de support pour les logiciels sous licence,

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être complétés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.3.3 Instructions pour l'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

Rendu droits acquittés (DDP) (**destinations indiquées dans les offres à commandes**) selon les Incoterms 2010 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

2. L'entrepreneur devra assumer tous les frais de livraison et d'administration, les coûts et risques de transport, ainsi que de dédouanement, en plus de verser les droits de douane et les taxes.

7.4 Paiement

7.4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe B – Base de paiement. Les droits de douane et les taxes sont inclus, le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

7.4.2 Modalités de paiement

Clauses du Guide du CCUA [H1000C](#) (2008-05-12) Paiement unique

7.4.3 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.4.4 Clauses du Guide des CCUA

C2000C

Impôts - Entrepreneur basé à l'étranger

2007-11-30

7.5 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'information requise à la section 10 de 2010A Conditions générales - biens (complexité moyenne).

Copie originale au destinataire avec une copie à l'autorité contractante.

7.7 Assurances

Clause du Guide des CCUA [G1005C](#) (2016-01-28), Assurances

7.8 Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA [B7500C](#) (2006-06-16), Marchandises excédentaires

Annexe « A »

Énoncé des besoins

1.0 Titre :

Appareil de détection approuvé (alcool)

2.0 Exigence :

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) doit fournir à l'échelle nationale un appareil de détection approuvé adapté que les membres de toutes les régions du Canada pourront utiliser.

3.0 Définitions :

Échantillon témoin : Échantillon obtenu lorsque l'appareil de détection approuvé prélève et analyse un échantillon d'air ambiant pour déterminer s'il y a de l'alcool dans l'air ambiant. Un échantillon témoin réussi ne devrait contenir aucune trace d'alcool.

Entretien annuel : Ensemble de réglages ou de tâches d'entretien préventif devant être exécutés annuellement pour s'assurer que l'appareil de détection approuvé continue à fonctionner correctement selon les spécifications du fabricant. Une liste des éléments à vérifier et des tâches à effectuer est habituellement fournie par un agent de service autorisé du fabricant.

Document approprié (pour inspection initiale) : Rapport officiel préparé par un agent de service autorisé et attestant qu'un appareil de détection approuvé a fait l'objet d'une inspection individuelle pour s'assurer qu'il respecte les spécifications du fabricant avant d'être mis en service.

Mise hors tension automatique : Fonction permettant à un dispositif de s'éteindre automatiquement après une période de temps donnée ou dans des circonstances précises.

Étalonnage : Réglage ou paramétrage d'un dispositif de façon à produire un résultat spécifique lorsqu'un alcool éthylique étalon connu est utilisé.

Contrôle d'étalonnage : Vérification de la précision ou de l'étalonnage d'un dispositif à l'aide d'un alcool éthylique étalon connu sans modifier les paramètres d'étalonnage.

Étalonneur : Personne, en général un agent de la paix, ayant démontré sa capacité à étalonner et à vérifier l'étalonnage de l'appareil de détection approuvé et ayant réussi une formation en la matière.

Agent de service : Entreprise ou organisation reconnue et autorisée par le fabricant, possédant les compétences nécessaires pour exécuter l'entretien annuel préventif ou offrir des services de réparation conformes aux spécifications du fabricant.

Centre de services : Endroit(s) où l'appareil de détection approuvé peut être envoyé pour qu'un agent de service procède à son entretien préventif annuel ou à sa réparation.

Message d'échec : Indication que le taux d'alcoolémie de la personne ayant fourni l'échantillon d'haleine est égal ou supérieur à une valeur spécifiée (p. ex. 100 mg %). Cette valeur est établie par les provinces et territoires.

Pile à combustible : Composant de l'appareil de détection approuvé qui facilite une réaction avec un combustible (p. ex. l'alcool) afin de produire un courant électrique.

Autoverrouillage : Fonction qui empêche toute utilisation du dispositif jusqu'à ce que l'étalonnage requis ait été exécuté.

Prélèvement manuel d'un échantillon d'haleine : Condition permettant à un opérateur d'amorcer la procédure d'échantillonnage et de contraindre l'appareil de détection à accepter un échantillon d'haleine même si le sujet ne satisfait pas aux paramètres d'acceptation de l'échantillon.

Mg % : Milligrammes d'alcool par 100 millilitres de sang.

Opérateur : Personne, en général un agent de la paix, ayant démontré sa capacité à utiliser l'appareil de détection approuvé et ayant réussi une formation à cet effet.

Protection contre les inversions de polarité : Caractéristique d'un dispositif conçu ou mis au point de façon à ce qu'une pile insérée à l'envers (inversion des pôles positif et négatif) n'endommage pas les circuits du dispositif et n'entraîne pas de défaillance.

Interférence causée par les radiofréquences (RF) : Perturbation électromagnétique (aussi appelée interférence électromagnétique) qui pourrait entraîner une défaillance de l'appareil de détection, voire créer des résultats parasites.

Prêt à l'emploi : Étape ou point de la procédure d'exploitation suivant habituellement toute phase d'autodiagnostic ou d'autovérification et qui, lorsqu'atteint, signifie que l'appareil de détection approuvé est fin prêt à recevoir un échantillon d'haleine aux fins d'analyse.

Condition d'utilisation inacceptable : Condition ou situation ambiante qui dépasse les limites acceptables établies par le fabricant pour assurer le fonctionnement adéquat de l'appareil de détection approuvé.

Message d'avertissement/de mise en garde/d'alerte : Message indiquant que le taux d'alcoolémie de la personne ayant fourni l'échantillon d'haleine se trouve dans une certaine plage (p. ex. 60 à 99 mg %). Cette plage de valeurs doit être établie par la réglementation provinciale/territoriale.

4.0 Spécifications obligatoires :

4.1 Spécifications générales :

- a) À la clôture des soumissions, le dispositif doit être un appareil de détection d'alcool approuvé sous le régime du *Code criminel du Canada*.
- b) Le dispositif doit fonctionner de manière à recevoir un échantillon d'haleine, à analyser cet échantillon pour y déceler la présence d'alcool éthylique (et, le cas échéant, à en mesurer la quantité) et à transmettre les résultats de l'analyse à l'opérateur sur un écran d'affichage.
- c) Le système d'analyse du dispositif doit fonctionner grâce à une pile à combustible.
- d) Le dispositif doit posséder une fonction de contrôle d'étalonnage par étalon d'alcool éthylique aqueux et gazeux.
- e) Le dispositif doit posséder une fonction d'étalonnage par étalon d'alcool éthylique aqueux.
- f) L'utilisation du dispositif par un opérateur ne doit pas être protégée par un mot de passe, mais un mot de passe devra être entré par « l'étalonneur » (responsable de l'étalonnage de l'appareil).
- g) Le dispositif doit pouvoir être étalonné sans devoir faire appel à des accessoires (p. ex : clé électronique, aimant, câbles, etc.).

- h) La plage de température de fonctionnement du dispositif doit être de zéro (0) degré Celsius à quarante (40) degrés Celsius (°C).
- i) Le dispositif doit avoir la capacité d'exécuter un essai sur un échantillon témoin (un blanc) d'air ambiant, avant d'effectuer un alcootest.
- j) Le dispositif doit posséder une plage de détection minimale de 0 à 400 mg %.
- k) Le dispositif doit revenir en mode « prêt à l'emploi » en une (1) minute après l'exécution d'un alcootest, réalisé à la température ambiante, dont le résultat est de « 100 mg % » ou moins; vingt (20) degrés Celsius (°C) plus ou moins deux (2) degrés Celsius (°C) .
- l) Le dispositif doit afficher seulement les derniers résultats depuis la mise sous tension. Le dispositif ne doit pas fournir les résultats précédents à l'opérateur.
- m) Le dispositif doit avoir un affichage que l'opérateur peut regarder en faisant passer le test.
- n) Le dispositif ne doit pas avoir la capacité de stocker ou de conserver les données liées aux résultats des tests.
- o) Le dispositif ne doit pas permettre à l'opérateur d'accepter manuellement un échantillon d'haleine.
- p) Toutes les opérations et les fonctions du dispositif doivent être commandées par touches et non par écran tactile.
- q) Le dispositif ne doit pas avoir la capacité d'imprimer les résultats de l'alcootest; dans le cas contraire, la fonction d'impression des résultats doit être désactivée, et ce, pour tous les dispositifs visés, avant leur livraison.
- r) Les dimensions maximales du dispositif doivent être les suivantes : 16 cm de hauteur sur 8 cm de largeur sur 6 cm de profondeur.
- s) Le poids du dispositif (piles comprises) doit être de 250 grammes ou moins.
- t) Le boîtier du dispositif doit respecter ou dépasser les exigences liées à la norme IP 54. <http://www.dsmt.com/resources/ip-rating-chart/>
- u) Le dispositif doit se verrouiller automatiquement (il ne doit pas accepter un échantillon d'haleine) si aucun contrôle d'étalonnage n'a été effectué au cours des 31 derniers jours.

4.2 Spécifications liées à l'état électrique :

- a) Le dispositif doit seulement être alimenté par une pile sèche non exclusive et facilement accessible, communément appelée pile AA, AAA ou B.
- b) Le dispositif doit avoir la capacité de résister aux effets de l'inversion de polarité (« protection contre les inversions de polarité »).
- c) Il doit être possible d'ouvrir le logement de pile du dispositif sans utiliser d'outils (c.-à-d. sans tournevis, etc.).
- d) Le dispositif doit être doté d'un interrupteur marche/arrêt manuel et comprendre une fonction de mise hors tension automatique.
- e) Le dispositif doit avoir la capacité de détecter et d'indiquer toute « interférence causée par les radiofréquences (RF) » et, en cas de détection de ce type, d'enclencher sa mise hors tension automatique.

4.3 Spécifications d'affichage (visuel et sonore) :

- a) Le dispositif doit être doté d'un écran rétroéclairé offrant une zone d'affichage d'au moins 2,5 cm sur 2 cm.
- b) Le dispositif doit avoir la capacité d'afficher des « résultats numériques exprimés en mg % » dans une plage de valeurs particulière, un « message d'avertissement » dans une plage subséquente, et un « message d'échec » si la plage du message d'avertissement a été dépassée. Les plages de valeurs doivent toutes être réglementées en fonction des lois ou règlements provinciaux et territoriaux pertinents.
- c) Le dispositif doit afficher les résultats de l'alcootest pendant au moins dix (10) secondes.

- d) Le dispositif doit afficher les messages d'erreur et les messages d'état sous forme de mots. Les codes d'erreur numériques ne sont pas acceptés.
- e) Le dispositif doit être doté d'indicateurs, comme des témoins lumineux, des sons et des messages, notamment pour les situations suivantes :
 - i) Prêt à l'emploi - Lorsque le dispositif est paré à recevoir un échantillon d'haleine;
 - ii) Conditions d'utilisation inacceptables - Lorsque le dispositif ne fonctionne pas correctement et que, par conséquent, l'alcootest risque de ne pas être administré de façon satisfaisante;
 - iii) Échantillon d'haleine adéquat - Lorsque le dispositif a administré l'alcootest avec succès et produit un résultat d'analyse légitime;
 - iv) Pile faible - Lorsque la pile du dispositif est presque à plat;
 - v) Température de l'appareil - Pour donner la température de l'appareil lors d'un alcootest.
- f) Chaque dispositif doit être fourni avec un étui de transport en plastique rigide (y compris la poignée) ayant les caractéristiques suivantes :
 - i) dimensions maximales de 22 cm sur 18 cm sur 10 cm;
 - ii) Étanche et doté d'un indice de protection contre l'infiltration IP67
<http://www.dsmt.com/resources/ip-rating-chart/>
 - iii) de couleur bleue.
- g) Chaque dispositif livré doit comprendre une dragonne emballée et conditionnée séparément dans l'étui de transport.
- h) Chaque dispositif livré doit comprendre deux piles neuves emballées et conditionnées séparément dans l'étui de transport.
- i) Le dispositif livré ne doit pas être accompagné de manuels ou de documents d'instruction.

5.0 Garantie, réparation et entretien

- a) Chaque dispositif doit être couvert par une garantie de cinq (5) ans pièces et main-d'œuvre.
- b) L'offrant doit fournir des services d'entretien annuel pour une période de cinq (5) ans et ces services doivent être inclus dans le prix unitaire de chaque dispositif, conformément à la base de paiement.
- c) L'offrant doit indiquer au minimum trois (3) centres de service de régions distinctes (Ouest, Centre et Est) qui sont en mesure d'offrir tous les services de réparation ou d'échange des dispositifs.
- d) Les dispositifs envoyés à l'agent de service de l'offrant à des fins de réparation ou de maintenance annuelle doivent être retournés dans un délai de sept (7) jours ouvrables suivant la réception.
- e) Les dispositifs remis à l'agent de service à plus de trois (3) reprises pour une même réparation, sur une période de deux (2) ans, doivent être remplacés aux frais de l'offrant.
- f) Chaque nouvelle version d'un logiciel ou d'un micrologiciel doit être fournie et installée sans frais pendant la période de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas modifier le micrologiciel ou le logiciel sans l'approbation préalable du chargé de projet.
- g) L'offrant fournit les dispositifs aux centres de service suivants correspondant aux régions énumérées ci-dessous :
 1. Ouest du Canada : (à remplir lors de l'émission de l'offre à commandes)
 2. Centre Canada : (à remplir lors de l'émission de l'offre à commandes)
 3. Est du Canada : (à remplir lors de l'émission de l'offre à commandes)

6.0 Formation

- a) L'offrant doit fournir, sur demande, une séance de formation des formateurs (axée sur le dispositif) dans les villes suivantes : Chilliwack (C.-B.); Ottawa (Ont.).
- b) La formation doit être donnée par un instructeur désigné par le fabricant et elle doit en autres comprendre ce qui suit :
 - i) le programme du cours, qui porte sur les éléments suivants;
 - ii) les procédures d'installation, d'essai et de fonctionnement;

-
- iii) la fonctionnalité de chacune des fonctions de commande;
 - iv) une liste détaillée des options du menu de sélection ainsi que la façon d'y accéder et de les mettre en marche;
 - v) un dépannage de base.
 - c) Chaque séance doit pouvoir accueillir de 25 à 35 participants.
 - d) À la fin du cours de formation des formateurs, l'offrant doit remettre aux participants une attestation (dans les deux langues officielles du Canada) les autorisant à donner de la formation à d'autres membres de la GRC sur le fonctionnement du dispositif.
 - e) Tout le matériel et l'équipement nécessaires doivent être fournis par l'offrant.
 - f) Les séances de formation doivent être données dans les trois (3) mois suivant l'attribution de l'offre à commandes.

7.0 Soutien technique :

- a) L'offrant doit offrir un service d'assistance téléphonique sans frais au pays, du lundi au vendredi de 8 h à 20 h, sans égard aux jours fériés au Canada ou aux É.-U.
 - ii) Le soutien téléphonique doit être fourni par une personne désignée par l'offrant comme étant capable d'utiliser et de réparer le dispositif.
- b) L'offrant doit aussi mettre un compte courriel à la disposition de la GRC pour répondre aux demandes de renseignements et fournir du soutien.
 - ii) L'offrant doit répondre à toutes les demandes de renseignements dans les 24 heures suivant leur réception, ce qui comprend les jours fériés au Canada et aux É.-U.

8.0 Produits livrables :

- a) Appareil de détection approuvé (alcool) et embouts buccaux compatibles – En conformité avec les commandes subséquentes à l'offre à commandes (tous les accessoires requis doivent être inclus).
- b) Le rapport d'inspection initiale doit être remis par l'offrant avant que le détachement accepte chacun des appareils faisant l'objet d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Le rapport doit préciser que chaque dispositif a été examiné, vérifié et homologué pour être utilisé au Canada, en conformité avec le *Code criminel du Canada*.
- c) L'agent de service de l'offrant doit remettre un rapport de réparation avant que le responsable du détachement donne son approbation, et ce pour chacun des dispositifs retournés une fois les réparations nécessaires terminées. Le rapport doit préciser que chaque dispositif a été examiné, réparé, vérifié et homologué pour être utilisé au Canada, en conformité avec le *Code criminel du Canada*.
- d) La documentation sur les services de maintenance annuelle doit être remise par l'agent de service de l'offrant au responsable du détachement avant que celui-ci autorise le retour de chaque dispositif renvoyé au fournisseur à des fins de maintenance annuelle. Le rapport doit préciser que chaque dispositif a été examiné, vérifié et homologué pour être utilisé au Canada, en conformité avec le *Code criminel du Canada*.

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Le soumissionnaire doit fournir tous les prix demandés dans les tableaux ci-après conformément à l'article **7.5.1 - Base de paiement**.

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6
	Prix Unitaire	Prix Unitaire	Prix Unitaire	Prix Unitaire	Prix Unitaire	Prix Unitaire
A. Appareil de détection						
B. Embouts buccaux						
Quantité aux fins d'évaluation	250	250	250	250	250	250
Sous totaux ((A+B) * 250)						

Tableau 2 – Formation

	Prix par session
Formation à Chilliwack, C.-B.	
Formation à Ottawa, Ont.	

Prix total évalué (Sous totaux + Formations)	
--	--

N° de l'invitation - Solicitation No.

M7594-187226

N° de réf. du client - Client Ref. No.

M7594-187226

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

pv954. M7594-187226

Id de l'acheteur - Buyer ID

pv954

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Solicitation No.
M7594-187226
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-187226

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv954. M7594-187226

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv954
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D »

Établissement de rapports

Directives quant à la soumission des données d'utilisation relatives à l'offre à commandes.
Veuillez envoyer les renseignements ci-dessous à l'adresse suivante :

Emmanuelle.rodriquez@pwgsc.gc.ca

Veuillez inclure le numéro de l'offre à commandes dans la ligne Objet et indiquer clairement :

- Le numéro de l'offre à commandes pour laquelle les données sont soumises;
- La période durant laquelle les données ont été accumulées (date de début et de fin);
- Le ministère avec lequel l'offre à commandes a été conclue;
- La date de début et de fin de l'offre à commandes;
- Les dépenses totales à ce jour du ministère.

Offre à commandes (Insérez le numéro de l'offre à commandes)		Date de début de l'offre à commandes (JJ/MM/AAAA)	Date de fin de l'offre à Commandes (JJ/MM/AAAA)
Valeur totale à ce jour (\$)	Valeur totale pour la période visée par le rapport (\$)	Début de la période visée par le rapport (JJ/MM/AAAA)	Fin de la période visée par le rapport (JJ/MM/AAAA)

Description de l'article	Quantité	Unité de mesure (p ex. Chacun, litre)	Valeur de la commande (n'incluant pas la TPS/TVH ou les frais de livraison)

N° de l'invitation - Solicitation No.
M7594-187226
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-187226

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv954. M7594-187226

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv954
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E »

INSTRUMENT DE COMMANDE



Call-up Against a Standing Offer Commande subséquente à une offre à commandes

Ship to - Expédier à

To the supplier: The standing offer identified below is accepted as follows: You are required to supply the goods or services, or both, shown below at the prices or on the pricing basis stated and in accordance with the other conditions stated in the standing offer. Only goods or services, or both, included in the standing offer will be supplied in the call-up against the standing offer.

Au fournisseur: L'offre à commandes indiquée ci-dessous est acceptée selon les modalités suivantes : Vous devez fournir les biens ou les services, ou les deux, indiqués ci-dessous selon les prix ou la base de tarification établie, et conformément avec les autres conditions stipulées dans l'offre à commandes. Seuls les biens ou les services, ou les deux, inclus dans l'offre à commandes seront fournis dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Security: The call-up includes security provisions.

Sécurité : La demande comprend des exigences en matière de sécurité.

☐ NO
NON

☐ YES
OUI

If YES, attach a SRCL to the call-up
Si OUI, joindre une LVERS à la demande

Invoices must be sent in accordance with - Les factures doivent être envoyées selon :

☐

The detailed instructions in the standing offer
Les instructions détaillées dans l'offre à commandes

☐

The address shown in the "Ship to" block
L'adresse indiquée dans la case « Expédier à »

☐

Special instructions below
Les instructions particulières ci-dessous

Each shipment must be accompanied by a packing or delivery slip. All invoices, bills of lading and packing slips must show the following reference numbers.

Financial Code(s) - Code financier(s)

Chaque expédition doit être accompagnée d'un bordereau d'emballage ou de livraison. Les factures, connaissements et bordereaux d'emballage doivent tous porter les numéros de référence suivants.

Standing Offer No. - N° de l'offre à commandes

Requisition No. - N° de demande
Order. Off. - Bur. dem. YY-AA Serial No. - N° de série

Client Reference No. (optional)
N° de référence du client (facultatif)

The representative of the Identified User signing the call-up form must indicate his or her physical address. This address will constitute the address most connected with the supply and will determine, where applicable, the place of supply for this procurement.
Le représentant de l'utilisateur désigné qui signe le formulaire de commande subséquente doit indiquer son adresse municipale, qui constituera l'adresse la plus associée à l'approvisionnement et qui déterminera, le cas échéant, le lieu d'approvisionnement pour cette commande.

Amendment No.
N° de modification

Previous Value (\$)
Valeur précédente (\$)

Value of increase or decrease (\$)
Valeur de l'augmentation ou diminution (\$)

Total estimated expenditures or revised
Total des dépenses estimatives ou révisées

Item No. N° de l'article	NATO Stock No. / Item Description N° de nomenclature de l'OTAN / Description de l'article	U. of l. U. de d.	Quantity Quantité	Unit Price Prix unitaire (\$)	Extended Price Prix calculé (\$)

Special Instructions - Instructions particulières

Total

For further information, call - Pour renseignements supplémentaires, contacter

Name - Nom

Telephone No. - N° de téléphone

Delivery required by - Livraison requise le
(YYYY-MM-DD) (AAAA-MM-JJ)

For internal purposes only - Pour usage interne seulement

Approved for the Minister - Approuvé pour le Ministre

Pursuant to subsection 32(1) of the *Financial Administration Act*, funds are available.
En vertu du paragraphe 32(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, des fonds sont disponibles.

Signature (Mandatory - Obligatoire)

Date (YYYY-MM-DD - AAAA-MM-JJ)

Signature (Mandatory - Obligatoire)

Date (YYYY-MM-DD - AAAA-MM-JJ)

Appendice 1

Critères d'évaluation

Instructions à l'intention des soumissionnaires : Le soumissionnaire doit déterminer s'il satisfait aux critères d'évaluation en utilisant le tableau ci-dessous.

EXIGENCES OBLIGATOIRES

À la clôture de la soumission, le soumissionnaire doit :

- (a) respecter les exigences obligatoires qui suivent;
- (b) fournir la documentation pertinente pour démontrer qu'il respecte ces exigences.

Toute soumission ne respectant pas les exigences obligatoires suivantes sera jugée irrecevable et sera rejetée. Chaque exigence doit être traitée séparément dans la soumission.

N°	Exigences obligatoires	SATISFAITE (Oui/Non)	Expliquez POURQUOI cette exigence est satisfaite (Renvois à des documents justificatifs)
M1	À la clôture des soumissions, le dispositif doit être un appareil de détection d'alcool approuvé sous le régime du Code criminel du Canada.		
M2	Le dispositif doit fonctionner de manière à recevoir un échantillon d'haleine, à analyser cet échantillon pour y déceler la présence d'alcool éthylique (et, le cas échéant, à en mesurer la quantité) et à transmettre les résultats de l'analyse à l'opérateur sur un écran d'affichage.		
M3	Le système d'analyse du dispositif doit fonctionner grâce à une pile à combustible.		
M4	Le dispositif doit posséder une fonction de contrôle d'étalonnage par étalon d'alcool éthylique aqueux et gazeux.		
M5	Le dispositif doit posséder une fonction d'étalonnage par étalon d'alcool éthylique aqueux.		
M6	L'utilisation du dispositif par un opérateur ne doit pas être protégée par un mot de passe, mais un mot de passe devra être entré par « l'étalonneur » (responsable de l'étalonnage de l'appareil).		

M7	Le dispositif doit pouvoir être étalonné sans devoir faire appel à des accessoires (p. ex : clé électronique, aimant, câbles, etc.).		
M8	La plage de température de fonctionnement du dispositif doit être de zéro (0) degré Celsius à quarante (40) degrés Celsius (°C).		
M9	Le dispositif doit avoir la capacité d'exécuter un essai sur un échantillon témoin (un blanc) d'air ambiant, avant d'effectuer un alcootest.		
M10	Le dispositif doit posséder une plage de détection minimale de 0 à 400 mg %.		
M11	Le dispositif doit revenir en mode « prêt à l'emploi » en une (1) minute après l'exécution d'un alcootest, réalisé à la température ambiante, dont le résultat est de « 100 mg % » ou moins.		
M12	Le dispositif doit afficher seulement les résultats des derniers essais.		
M13	Le dispositif ne doit pas permettre le prélèvement manuel d'un échantillon d'haleine.		
M14	Toutes les opérations et les fonctions du dispositif doivent être commandées par touches et non par écran tactile.		
M15	Le dispositif ne doit pas avoir la capacité d'imprimer les résultats de l'alcootest; dans le cas contraire, la fonction d'impression des résultats doit être désactivée, et ce, pour tous les dispositifs visés, avant leur livraison.		
M16	Les dimensions maximales du dispositif doivent être les suivantes : 16 cm de hauteur sur 8 cm de largeur sur 6 cm de profondeur.		
M17	Le poids du dispositif (piles comprises) doit être de 250 grammes ou moins.		
M18	Le dispositif doit seulement être alimenté par des piles non rechargeables.		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
M7594-187226
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-187226

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv954. M7594-187226

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv954
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

M19	Le dispositif doit avoir la capacité de résister aux effets de l'inversion de polarité (« protection contre les inversions de polarité »).		
M20	Il doit être possible d'ouvrir le logement de pile du dispositif sans utiliser d'outils (c.-à-d. sans tournevis, etc.).		
M21	Le dispositif doit être doté d'un interrupteur marche/arrêt manuel et comprendre une fonction de mise hors tension automatique afin de préserver la durée de vie de la pile.		
M22	Le dispositif doit avoir la capacité de détecter et d'indiquer toute « interférence causée par les radiofréquences (RF) » et, en cas de détection de ce type, d'enclencher sa mise hors tension automatique.		
M23	Le dispositif doit être doté d'un écran rétroéclairé offrant une zone d'affichage d'au moins 2,5 cm sur 2 cm.		
M24	Le dispositif doit avoir la capacité d'afficher des « résultats numériques exprimés en mg % » dans une plage de valeurs particulière, un « message d'avertissement » dans une plage subséquente, et un « message d'échec » si la plage du message d'avertissement a été dépassée. Les plages de valeurs doivent toutes être réglementées en fonction des lois ou règlements provinciaux et territoriaux pertinents.		
M25	Le dispositif doit afficher les résultats de l'alcootest pendant au moins dix (10) secondes.		
M26	Le dispositif doit afficher les messages d'erreur et les messages d'état sous forme de codes, de mots ou d'une combinaison des deux.		
M27	Le dispositif doit être doté d'indicateurs, comme des témoins lumineux, des sons et des messages, notamment pour les situations		

	<p>suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prêt à l'emploi - Lorsque le dispositif est paré à recevoir un échantillon d'haleine; • Conditions d'utilisation inacceptables - Lorsque le dispositif ne fonctionne pas correctement et que, par conséquent, l'alcootest risque de ne pas être administré de façon satisfaisante; • Échantillon d'haleine adéquat - Lorsque le dispositif a administré l'alcootest avec succès et produit un résultat d'analyse légitime; • Pile faible - Lorsque la pile du dispositif est presque à plat; • Température de l'appareil - Pour donner la température de l'appareil lors d'un alcootest. 		
--	---	--	--

Appendice 2

Critères cotée

N°	Exigence cotée	Pointage maximal	Note attribuée	Justification (renvoi aux documents justificatifs)
R1	<p>Le dispositif proposé doit offrir une plage d'analyse supérieure à 400 mg%.</p> <p>Attribution des points :</p> <ul style="list-style-type: none"> • > 400 à 439 mg% = 2 • > 440 à 479 mg% = 4 • > 480 mg% = 6 	6		
R2	<p>Le dispositif proposé doit pouvoir être utilisé à des températures inférieures à zéro (0) degré Celsius (°C).</p> <p>Attribution des points :</p> <ul style="list-style-type: none"> • < 0 à -5°C = 4 • < -5 à -10°C = 8 • < -10°C = 12 	12		

R3	<p>Le dispositif proposé doit fonctionner à des températures supérieures à quarante (40) degrés Celsius.</p> <p>Attribution des points :</p> <ul style="list-style-type: none"> • > 40 to 45°C = 2 • > 45 to 50°C = 4 • > 50°C = 6 	6		
N°	Exigence cotée	Pointage maximal	Note attribuée	Justification (renvoi aux documents justificatifs)
R4	<p>Le dispositif proposé doit avoir un affichage que l'opérateur peut regarder en faisant passer le test :</p> <p>Attribution des points :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'affichage est visible sur le dessus de l'instrument = 0 • L'affichage est visible sur le côté de l'instrument = 2 • L'affichage est visible à l'arrière de l'instrument lorsque l'opérateur étire son bras vers le sujet = 10 	10		
R5	<p>Après l'exécution d'un alcootest réalisé à la température ambiante et dont le résultat est de 100 mg%, le dispositif proposé doit revenir en mode prêt à l'emploi dans un délai de :</p> <p>Attribution des points :</p>	15		

N° de l'invitation - Solicitation No.

M7594-187226

N° de réf. du client - Client Ref. No.

M7594-187226

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

pv954. M7594-187226

Id de l'acheteur - Buyer ID

pv954

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	<ul style="list-style-type: none">• 0 à 15 secondes = 15• >15 à 30 secondes = 10• > 30 à 45 secondes = 5			
Total des points disponibles		49		